

Périodique

REFLEXIONS

POUR UN MOUVEMENT REVOLUTIONNAIRE MODERNE

« Réflexions » a pour but d'inciter les progressistes à la réflexion. Les articles que nous publions sont des contributions pour en susciter d'autres. N'hésitez pas à nous écrire.

Sommaire

P1 Edito. Un rassemblement révolutionnaire est nécessaire pour ouvrir une véritable alternative.

P2 Le rapport Attali : au-delà des 314 propositions.

P3 PCF : l'année décisive.

P3 Merci B Julliard.

P4 Travailler plus pour... gagner moins !

P5 Le réformisme.

Edito :

Un rassemblement révolutionnaire est nécessaire pour ouvrir une véritable alternative !

Nicolas Sarkozy et le gouvernement déroulent une série de réformes pour réduire le coût de la force de travail et mettre les salariés à la botte du patronat et de ses serviteurs du gouvernement. Il s'agit en servant au mieux les intérêts du Capital d'adapter la France à la compétition internationale qui s'exacerbe dans la phase d'accélération de la mondialisation que permettent les avancées technologiques (internet, transports,...). Effectivement, les pays entrent les uns après les autres dans le marché mondial, c'est particulièrement spectaculaire pour quelques-uns comme la Chine, qui n'est soumise à aucune régulation sociale. En France, le PS est d'accord avec Sarkozy sur le fond des réformes et se contente de protester contre les méthodes et la faiblesse des moyens qui accompagnent la plupart de ces réformes. Cette situation est désespérante pour les salariés car il n'y a pas de perspectives de changement réel. Ces réformes semblent ainsi inéluctables alors qu'il est possible de faire reculer le pouvoir par la mobilisation des salariés. Nous pensons qu'il ne peut pas se dessiner une perspective de changement sans la construction d'une organisation révolutionnaire qui se fixe pour

but l'émancipation des salariés en France et dans le monde. Mais l'état du mouvement de lutte est inquiétant. Le PCF n'est pas aujourd'hui capable de rassembler ceux qui ont un objectif révolutionnaire. Il est prisonnier d'une conception d'alliance à priori avec le PS. Il va réunir fin 2008 un congrès pour choisir s'il continue à exister ou s'il devient « à la mode allemande » un parti socialiste « plus à gauche » que celui qui existe déjà. La crise du mouvement révolutionnaire offre l'opportunité de capter durablement le mécontentement et la volonté de lutte en créant de nouvelles formations politiques. La LCR propose la création d'un parti « anticapitaliste » autour d'elle-même sans son « drapeau trotskyste ». Mais son anticapitalisme n'est que de façade, elle fait toujours référence à la gauche, elle présente les avancées technologiques comme des créations du Capital ! Des personnalités du PS, du PCF, de ce qui reste du défunt rassemblement anti-libéral constituent des clubs qui explorent des pistes pour une alternative à la droite... Tout ce petit monde est englué dans des stratégies d'appareils qui visent à constituer un pôle contestataire à côté du PS pour mieux lui servir de force d'appoint pour le plus grand bonheur des

forces dominantes. La succession d'élections ne fait que renforcer les comportements électoralistes au détriment d'une vision stratégique à long terme, la conquête ou plus exactement le maintien des sièges devenant plus important que la conquête de l'Etat.

En l'Etat actuel, il n'y a aucune perspective politique d'amélioration des conditions d'existence. Mais, l'esprit de lutte est loin d'être éradiqué. Le salariat malgré les terribles coups portés à ses conditions d'existence, à ses garanties collectives, n'a pas baissé les bras. Chose nouvelle, les luttes se

développent sur le coeur même de l'exploitation capitaliste : les salaires. Ces luttes se structurent sans l'illusion que leur satisfaction dépend de la venue au pouvoir d'une nouvelle coalition. C'est du développement des luttes et de leur convergence qu'émergera une stratégie politique révolutionnaire. C'est-à-dire une stratégie qui fasse du salariat le moteur de l'Histoire et non une masse électorale de soutien à des coalitions de sommet.

Réflexions

Le rapport Attali : au delà des 314 propositions

La commission Attali mise en place par Nicolas Sarkozy pour faire des propositions visant à « libérer la croissance » a remis récemment son rapport. Tous les médias sont d'accord : il s'agit de propositions très libérales. Le Monde titre : le rapport veut accélérer la mutation de la France...et avance des propositions d'inspiration libérales. L'Humanité dénonce : les vieilles lunes libérales. La lecture des propositions confirme ces points de vue : supprimer la carte scolaire, constituer dix pôles universitaires d'excellence (il y a aujourd'hui 85 universités) financées à 80% par le privé, supprimer le statut de fonctionnaires des chercheurs et des enseignant-chercheurs et le remplacer par un contrat de 4 ans renouvelable deux fois, développer partout l'enseignement privé, ouvrir à la concurrence les professions réglementées (taxis, pharmaciens,...), rémunérer les fonctionnaires de manière individualisée après évaluation par leurs supérieurs et les « usagers », supprimer les départements, soumettre les allocations familiales à des conditions de revenus pour économiser deux milliards d'euros, supprimer les niches fiscales pour l'impôt sur le revenu en gardant celles qui sont favorables à la croissance (placements financiers) et à l'activité associative (réduction des missions prises en charges par la puissance publique), supprimer les restrictions au développement de la grande distribution et au commerce (implantations, liberté tarifaire), dérogations à la durée légale du travail, faire sauter la référence aux 65 ans pour toucher une retraite à taux plein, développer les fonds de pension, supprimer le principe de précaution,.... Toutes les demandes classiquement réclamées par les capitalistes, et qui sont contraire aux intérêts des salariés. Ce rapport n'est pas fondamental en matière d'idées mais au delà des 314 propositions c'est un encouragement aux projets de Sarkozy et qui définit un consensus possible entre les principales forces politiques, consensus dont ces forces espèrent que les syndicats de salariés ne

combattront pas trop vigoureusement moyennant quelques compensations. Le président de la République peut même se donner un profil moins extrémiste que la commission Attali en repoussant certaines propositions qui pourraient le mettre politiquement en danger comme la suppression des départements et du principe de précaution. Le plus inquiétant, ce sont les réactions des forces politiques d'opposition et des syndicats. En effet, pour les forces politiques dominantes dans le pays, comme nous le notions ci-dessus, c'est bien un large consensus qui transparait. Sur le fond, créer les conditions pour développer les profits, cela ne peut qu'être approuvé par les partis de droite (UMP) et du centre (MODEM). De leur côté, la plupart des dirigeants socialistes disent qu'il y a des propositions intéressantes bien que peu d'idées nouvelles. Autant dire qu'ils n'ont guère de désaccords avec un rapport pourtant conforme aux exigences du patronat. D'ailleurs le PS ne mène pas campagne pour dénoncer ce rapport. Le PCF, qui lui dénonce à juste titre les vieilles recettes du libéralisme, ne semble pourtant pas gêner de faire alliance avec les socialistes dès le premier tour des élections municipales. Ces municipalités d'union de la gauche contribueront-elles à mettre en œuvre les propositions Attali ?

Les confédérations syndicales de salariés sont très critiques mais leurs réactions paraissent molles. L'opinion exprimée par JC Le Duigou, secrétaire confédéral de la CGT traduit bien cette mollesse inquiétante des confédérations. Si son analyse des propositions d'Attali est juste, le secrétaire confédéral se contente de réclamer un débat ! Autant dire qu'il est prêt à ne pas s'opposer à l'application des propositions d'Attali en échange de quelques compensations ! Voilà une démarche qui rappelle celle adoptée par la CGT pour les régimes spéciaux de retraite. Le gouvernement et le Medef peuvent donc faire passer leur politique sans trop de problèmes. De plus, si le PS ou le MODEM dans l'avenir prenaient l'avantage sur l'UMP, les

changements n'iraient pas loin, à moins que les salariés n'acceptent pas l'attitude des Confédérations et du PS. C'est à cette révolte des

salariés que les forces révolutionnaires doivent travailler.

Michel Pierre

PCF l'année décisive !

La Direction essaye de contourner l'attachement des communistes à l'existence du PCF, en prétendant que cet attachement relève de la nostalgie. Une majorité de membre du conseil national est décidée à liquider le Parti. MG Buffet ne prend position sur rien, il ne faut en apparence mécontenter personne. Elle endort les communistes, car en ne portant pas la contradiction avec ceux qui ouvertement prônent la liquidation du Parti, elle les laisse œuvrer à la liquidation dans les fédérations et les sections. Le PCF est devenu un parti social démocrate dans lequel la ligne directrice est l'électoratisme. Du fait de la stratégie d'alliance qu'il a mené depuis des décennies, il est incapable de concevoir son activité de façon autonome, il lui faut à tout prix des alliés fut ce au détriment de tout contenu. Alors que le PS présente des listes contre les maires communistes sortants partout où il estime possible de les battre notamment en Seine Saint Denis et dans le Val de Marne dans le but de prendre le conseil général aux communistes, MG Buffet ne trouve pas autre chose à faire que de jouer les pleureuses face à un méchant PS qui préfère faire gagner la droite que de voir un communiste l'emporter. Il y aurait peut être matière à tirer des conclusions sur les choix fondamentaux du PS et à élaborer une stratégie qui en tienne compte. Mais non, il n'y a que la gauche qui compte, ainsi le PCF s'est fondu dans des listes PS acceptant les strapontins qui leur étaient offerts, se retrouvant ainsi colistier de membres de l'UMP

comme à Marseille ou du Modem dans de nombreuses autres villes. Quand le PS ne voulait pas de lui, au lieu d'aller à la bataille sur ses propres couleurs et un contenu, il a constitué des listes avec le réformisme vibronnant de la LCR, de LO et même parfois du PT. Dans un cas comme dans l'autre, c'est une stratégie d'effacement. Pour s'adresser à l'électorat avec l'étiquette communiste encore faut il avoir un contenu ! Ce n'est pas ainsi que l'avenir est préparée, que des perspectives sont dégagées. Un parti révolutionnaire c'est avant tout un contenu basé sur une identité, ce qui n'exclut nullement des alliances !

Les Zarka, Braouzec, Fraysse, Wurtz, Gayssot, et consorts n'ont pas d'autres choses à nous proposer qu'un remake du défunt rassemblement anti-libéral. Il est néanmoins difficile pour la Direction de justifier la disparition du Parti face à la politique du gouvernement. Les communistes s'ils ne sont pas en mesure d'élaborer une stratégie novatrice qui sorte des sentiers boueux de l'Union de la gauche sont néanmoins attachés à l'existence du Parti, non par nostalgie, mais par volonté de lutter contre la politique du pouvoir et du patronat. Pour maintenir le Parti il est essentiel dans de battre ceux qui prônent ouvertement sa disparition. Une fois débarrassé de ses éléments liquidateurs, le PCF sera en mesure d'élaborer une stratégie dont l'alliance ne sera plus la finalité et qui fera des luttes le moteur de l'appropriation de l'Etat

MG.

Merci B Julliard !

Dès juin 2007, l'UNEF avait décidé que s'opposer à la LRU n'était pas réaliste, et qu'il convenait de négocier des aménagements à la loi. Elle s'est contentée des promesses de V Pécresse concernant notamment le logement étudiant. La montée du mouvement étudiant a mis l'UNEF en difficulté et l'a contrainte à la lutte d'autant que le budget 2008 ne correspondait pas aux promesses de la ministre, mais la lutte pour négocier uniquement des aménagements pas pour s'opposer à la LRU. Une fois que Julliard eu obtenu quelques engagements supplémentaires, l'UNEF appelait à la fin du mouvement. B Julliard pouvait quitter la direction de l'UNEF, reprendre sa carte au PS et rejoindre en remerciement pour service rendu le casting de Delanoë pour les municipales de Paris. L'UNEF est une pépinière de cadres pour le PS !

Travailler plus pour ...gagner moins !

Le salaire est le prix de la force de travail achetée par l'employeur pour produire des richesses. Ce salaire permet au salarié de vivre en achetant ses moyens de subsistance. Le salaire masque le rapport social d'exploitation car il prend l'apparence de la rémunération de la totalité de la journée de travail alors qu'il n'en représente qu'une fraction, la majorité du temps de travail étant consacré à travailler gratuitement pour l'employeur. La plus value créée par le travail gratuit constitue la base du profit. L'employeur va s'efforcer d'augmenter la proportion de travail gratuit en diminuant le plus possible les phases de non travail. Mais les salariés s'usent plus vite que les machines. La surexploitation atteint vite ses limites.

La mondialisation exacerbe la concurrence entre capitalistes. Evincer ses concurrents pour s'approprier les marchés implique d'accumuler plus de capital qu'eux et donc de dégager encore plus de plus value. Mais comment dégager encore plus de plus value alors que l'exploitation est à son maximum. L'inflation qui commence à croître traduit la crise de la suraccumulation. Le patronat n'arrivant plus à accroître la plus value produite par les salariés, se rattrape en augmentant les prix de vente de ses marchandises. Mais ce n'est qu'une compensation. Pour prendre des marchés, il faut diminuer ses coûts de production afin de vendre moins cher que ses concurrents, donc diminuer le prix de la force de travail. Comme le taux de plus value dépend du rapport entre la part de la journée

de travail nécessaire pour renouveler la valeur de la force de travail et celle consacrée gratuitement à l'employeur, il ne reste plus comme solution qu'à accroître durée du travail. Malgré la rémunération plus élevée des heures supplémentaires, la valeur relative de la force de travail du salarié diminue, car son coût n'augmente pas en proportion de l'accroissement de la quantité de travail gratuit. Les heures supplémentaires permettent au patronat de s'accaparer plus de travail gratuit donc de dégager plus de plus value. Plus la productivité relative augmente plus le salaire relatif diminue. Ceci d'autant que la fatigue du salarié qui en résulte demande des dépenses accrues pour la restauration de la force de travail. Réclamer une augmentation de salaire c'est exiger la valeur accrue de son travail, c'est s'efforcer d'obtenir une part de la productivité accrue de son propre travail, et lutter contre la dégradation de sa position sociale relative. Le travailler plus pour gagner plus revient pour le salarié à travailler plus...pour gagner moins, au profit du seul employeur. Le salaire ne cesse de diminuer car le salarié produit plus de richesses qu'il n'en reçoit en proportion.

En conclusion : la lutte pour les salaires est stratégique. L'UMP comme le PS nous parlent de l'augmentation du pouvoir d'achat mais pas des salaires. En effet il est hors de question pour le parti du capital comme pour le parti du réformisme de remettre en cause la maximisation du taux de profit.

GM

Le salariat

Le système capitaliste étant le système d'exploitation du salariat, le lien du parti révolutionnaire avec les masses dépend de sa conception du salariat. La conception qui a été celle du 20e siècle, celle d'une classe ouvrière hégémonique eut sa pertinence jusqu'au début des années 60, mais l'a perdue du fait des profondes transformations qui n'ont cessé d'affecter l'ensemble des forces productives. C'est de cette incapacité à analyser ces transformations et à en tirer les conséquences en termes de stratégie que le PCF n'a cessé de décrocher dans l'électorat. Quelle est la réalité du salariat à l'heure d'aujourd'hui. ?

Sur les 25 millions de salariés, 7 millions travaillent dans l'industrie. La classe ouvrière ne représente plus que 28 % du salariat. Les 18 millions de salariés restant sont ceux des services. Ils comprennent a) les fonctionnaires, (Etat, territoriaux, hôpital), les salariés des services publics proprement dits, soit environ 5 millions de salariés b) les salariés des services privés au nombre de 13 millions (banques, assurances, commerce, transport, informatique, ...) Chez les oppositionnels à la Direction du PCF, la confusion règne quand il s'agit de définir le salariat. Soit la classe ouvrière est élargie à tout le salariat, ce qui repose sur une confusion entre classe ouvrière et prolétariat, soit des catégories sont définies (ouvriers, employés, ingénieurs, cadres)

mais sans être situées dans la création de la valeur. Or, classe ouvrière et ouvrier ne se recouvrent pas. Tous les ouvriers ne font pas partie de la classe ouvrière. Les salariés de l'entretien, les mécaniciens des sociétés de transports publics comme la SNCF et privées ainsi que ceux des hôpitaux sont des ouvriers salariés des services, ils n'appartiennent pas à la classe ouvrière puisqu'ils ne produisent pas de richesses.

La culture historique a réduit le terme d'ouvrier à celui qui intervient directement sur la matière soit par l'intermédiaire d'outils ou de machines outils. L'ouvrier d'industrie est un travailleur manuel qui exécute un travail selon les directives de l'employeur. A l'ouvrier est associée l'habileté manuelle. Cette image ne rend plus compte du contenu du travail dans l'industrie moderne. La classe ouvrière est constituée des salariés qui concourent à la création de biens matériels quelque soit leur niveau de qualification. C'est-à-dire, les ouvriers (définis précédemment), techniciens, ingénieurs, cadres et salariés des services administratifs.

Le PCF en 1980 à son Conseil national intitulé « Les intellectuels, la culture et la Révolution » a fini par inclure les techniciens dans la classe ouvrière mais les ingénieurs et les cadres n'y ont pas eu droit. Ils attendent toujours !

Le terme « employés » est souvent associé à ouvriers. Mais ce terme ne fait que qualifier les emplois aux fonctions administratives. Ces emplois sont aussi bien dans l'industrie que dans les services publics comme privés. Les employés de Renault, de Sanofi-Aventis font partie de la classe ouvrière. Quant aux ingénieurs et cadres, ils sont bien sur dans l'industrie, mais aussi dans les services publics et privés. Précisons que les cadres peuvent avoir

des fonctions administratives et donc faire partie des « employés ».

Les cadres qui constituaient un pôle antagoniste à celui des ouvriers subissent le même déclin que celui que le groupe ouvrier a connu. Ils ne constituent plus une aristocratie de l'entreprise liée idéologiquement au patronat. Ils sont ravalés au rang de prolétaires dont la force de travail doit produire le maximum de plus value. Ils subissent comme tous les salariés, de la production comme des services, du privé comme du public, la loi d'airain du capital qui consiste à baisser au maximum le coût de la force de travail. Les cadres sont confrontés au chômage, à la flexibilité, aux pressions multiples visant à accroître la productivité.

Tous les salariés ont objectivement intérêt à lutter contre les critères de gestion capitaliste du travail. Aucune catégorie ne peut revendiquer une quelconque hégémonie dans cette lutte. Toute prétention hégémonique constitue un obstacle majeur à l'établissement de convergences entre les différentes composantes du salariat. L'analyse du salariat est fondamentale dans la détermination de la stratégie. En faire l'économie, c'est ne pas affronter l'Histoire, ce qui aboutit soit à s'enfoncer dans l'opportunisme au nom de la modernité et à accompagner les forces dominantes soit à vouloir revenir à un passé mythifié d'une classe ouvrière idéalisée. Ce qui dans les deux cas ramène au PS, par l'intégration directe ou par le biais de l'union de la gauche.

Sortir de l'hégémonie de la classe ouvrière s'ouvrir à la réalité du monde du travail, est la condition sine qua non pour élaborer une stratégie autonome qui ancre le parti révolutionnaire dans la société.

GM

Le Réformisme

Le journal l'Humanité ne fait pratiquement plus référence au PCF, son crédo c'est ... la gauche ! Ensemble composite qui rassemble tout ce qui n'est pas de ... droite ! La Direction du PCF, est incapable de sortir d'une stratégie de sommet avec le PS et avec tous partis et organisations qui ne se réclament pas ... de la droite. La CGT en parallèle est enfoncée dans la stratégie du syndicalisme rassemblé qui consiste à trouver des accords de sommet au détriment des luttes et du contenu revendicatif.

Le monde est devenu binaire, la droite/la gauche, le MEDEF/les syndicats. Le réformisme politique comme syndical a disparu ! M Donnedu secrétaire confédéral de la CGT écrivait dans N° 1638 de la

revue confédérale « Le Peuple » de novembre 2006 **« A sa création, la Cgt affirmait ainsi un projet d'émancipation des travailleurs passant par la « disparition du salariat et du patronat ». L'histoire a depuis relégué cette ambition au rang de l'utopie, le salariat s'étant au contraire étendu pour devenir la forme très dominante du travail ».** Le salariat se développerait ainsi sans le capital, alors que l'un et l'autre sont les deux facettes d'un même rapport. Le développement du capitalisme, sa mondialisation repose sur le développement du salariat et de son exploitation. Pour justifier l'orientation actuelle de la CGT, le secrétaire confédéral, traite d'utopie la suppression de l'antagonisme patronat/salariat qui est à l'origine

de la création de la CGT. Si la disparition de la classe capitaliste n'implique pas la suppression du salariat comme le pensaient les premiers dirigeants de la CGT, il n'en reste pas moins que l'émancipation du salariat passe par l'éviction de l'appareil d'Etat et des secteurs stratégiques de l'économie de la classe des possédants des moyens de production et d'échange. N'en déplaise aux dirigeants du PCF et à ceux de la CGT, la lutte des classes est toujours d'actualité.

Dans cette phase de l'Histoire où le Réformisme est dominant, il est nécessaire de s'intéresser à sa nature.

La classe ouvrière n'est pas par nature révolutionnaire, ou réformiste. De nature révolutionnaire ou réformiste, la protestation part du salariat, elle résulte de l'exploitation. Cette protestation peut porter sur la nature même de l'exploitation ou rester dans le cadre du système. Ce sont les circonstances historiques et la structure du salariat qui vont déterminer telle ou telle orientation. En France, la protestation a pris très tôt une tournure anti capitaliste affirmée, conséquence de l'histoire politique du 19^e siècle, qui prit la forme du syndicalisme révolutionnaire. Le terreau du syndicalisme révolutionnaire, c'est la classe ouvrière des corporations, des petits ateliers. Le syndicalisme révolutionnaire rejette l'Etat et les partis. Ce rejet des partis prend sa source dans la dérive parlementariste des petits partis qui se réclamaient du socialisme et dont les dirigeants étaient pour la plupart issus de la bourgeoisie. Le PS naît en 1905 de la fusion de ces partis qui vont garder en son sein leurs structures. Ce qui est la marque du PS dès sa naissance, est l'indépendance des fédérations, du groupe parlementaire et l'existence de tendances. Ces principes d'organisation concourent à ce que l'activité du PS se réduise à la conquête des mandats électifs. Cet opportunisme a été renforcé par la séparation entre le parti et le syndicat. La Chartes d'Amiens de 1906 en faisant du syndicat l'acteur unique de l'émancipation du salariat et de la gestion de la société débarrassée de la classe des capitalistes, empêche le PS d'établir un lien organique avec la classe ouvrière. Le syndicalisme révolutionnaire a empêché la classe ouvrière d'être massivement acquise aux idées réformistes. Ce qui permettra bien plus tard, au PCF d'établir des liens étroits avec cette dernière. Si le syndicalisme révolutionnaire est l'orientation dominante de la CGT, coexiste en son sein un courant réformiste, qui représente des catégories salariales (fonctionnaires) et des corporations qui subissent moins l'exploitation et qui bénéficient d'une répartition plus avantageuse de la plus value. Ces catégories constitueront les gros bataillons de la CGT confédérée. A partir de

1910, CGT et PS se rapprochent notamment face au danger de guerre. Mais l'affrontement entre la France et l'Allemagne ne sera jamais perçu comme un affrontement entre deux impérialismes, mais avant tout comme une menace d'un empire contre la République des droits de l'Homme héritière de la Révolution. Les forces qui se réclament du socialisme s'intègrent en fait dans les valeurs de la République bourgeoise. Il est vrai que l'amputation de l'Alsace-Lorraine obscurcissait les causes profondes du conflit. Dépourvu d'analyse théorique, le syndicalisme révolutionnaire fut incapable d'avoir une quelconque prise sur les événements, la lutte contre la guerre se réduisait à la lutte contre le capitalisme et à la solidarité internationale. La SFIO avec ses tendances va soit se replier sur l'Aventin (Guesde, le seul remède contre la guerre est la lutte contre le capitalisme !) soit verser dans la démagogie (Hervé, à la guerre opposons la grève des réservistes et l'insurrection) soit aller au masse avec un discours anti-guerre dépourvu de toute ambiguïté, mais dépourvu aussi de toute action concrète (Jaurès, Vaillant). Le PS et la CGT ont laissé les forces du capital préparer la guerre. Quand elle fut déclarée, les dirigeants socialistes opérèrent un volte face et entrèrent au gouvernement. Le CGT s'installa dans l'Union Sacrée. Pendant la guerre la SFIO et la CGT tissèrent des liens très étroits qui se renforcèrent par la suite avec la création du PCF.

La révolution bolchévique a obligé les dirigeants du PS à se réclamer du marxisme et de la révolution. Ce qui ne les empêchera pas quelques années plus tard de revendiquer la rationalisation capitaliste devant le développement de l'économie américaine. Face au PCF, la SFIO va revendiquer son organisation en tendances car selon L Blum « le socialisme n'est pas un parti en face d'autres partis, il est la classe ouvrière toute entière » De sorte que toutes les nuances d'opinion sont tolérées parce que le parti ne saurait les interdire sans renier son but qui est le regroupement de tous les prolétaires. Ceci est fondamental, le PS bien qu'ayant une orientation n'a aucune doctrine. Sous prétexte de rassembler il verse dans le clientélisme, afin de contenter tout le monde. Dans les années 30 au sein du PS coexistaient M Pivert , Ziromsky pour qui en 1936 tout était possible, M Déat et Marquet tous deux admirateurs de Mussolini. Si les idées de Marquet et Déat faisaient peur à L Blum, il n'y eut aucun débat interne pour unifier le discours du PS. Le Front Populaire était une alliance défensive contre le fascisme. Le PCF n'a eu de cesse de refaire 36 en mieux afin d'empêcher le PS de trahir. Mais, il n'a jamais tiré les enseignements des choix du PS depuis la pause jusqu'à son naufrage avec le vote des pleins pouvoirs à Pétain. Durant cette période le

PS va accompagner les choix de la bourgeoisie tant en politique intérieure qu'extérieure. Ce qui l'amènera à être à la pointe de l'anticommunisme jusqu'à l'hystérie et l'appel au meurtre. Les choix de la bourgeoisie seront encore les siens à la Libération. Comme pour la bourgeoisie, l'adversaire du PS c'est le PCF et la CGT de lutte. Le PCF en est resté à une vision plus que sommaire du réformisme, ayant l'illusion de pouvoir réunifier à terme les deux partis se réclamant de la classe ouvrière, suivant le principe une classe ouvrière, un parti, un syndicat. Les pourparlers de 35-36 et de 44-45 devant mener à la fusion organique en restèrent au stade exploratoire, la SFIO n'ayant aucune intention de constituer un parti unique avec le PCF. Concernant le syndicalisme, la CGT de Léon Jouhaux avait condamné la création du PCF. En 1921, elle excluait tous ceux qui se réclamaient d'un syndicalisme de classe. Lors du congrès de réunification de Toulouse de 1936 se créait, avec l'accord de L. Jouhaux, la tendance Syndicat, qui allait au sein de la CGT développer un discours anti unitaire et anti communiste particulièrement violent et dont la plupart des membres sombrèrent dans la collaboration avec Pétain. L'exclusion du courant de lutte de la CGT eu lieu en septembre 39 sous prétexte de non dénonciation du pacte germano-soviétique. Scission exclusion qui fut approuvée par la SFIO. Après la Libération, face à l'impossibilité de faire revenir la CGT sur les voies du réformisme, la SFIO prit la décision de l'affaiblir en engageant le processus de scission qui aboutit à la création de FO et de la FEN. En 1957, le comité directeur du PS ordonna à ses membres de quitter la CGT.

1958 la SFIO et l'ensemble du mouvement réformiste attribuèrent les difficultés politiques du régime à l'insuffisance du pouvoir exécutif. Pour eux, il était devenu nécessaire de renforcer les pouvoirs de l'exécutif car un gouvernement faible ne pouvait que faire le jeu des communistes. Les réformistes furent les alliés de de Gaulle car il présentait l'avantage d'isoler les ultras en évitant de recourir une solution de type Front populaire. Ils jouèrent un rôle essentiel dans la mise en place des nouvelles formes étatiques qui permettront au capital d'imposer ses choix à la société.

1958 est l'année charnière, elle marque la fin d'une époque pour le mouvement de lutte, celle de la classe ouvrière hégémonique. Durant les années 60 les transformations du salariat commencent à apparaître, la création de la CFDT en est l'illustration. Le Capital bénéficie avec la V^e République d'un outil étatique à sa dévotion. Les transferts de richesses vers l'accumulation du capital commencent à léser des couches sociales autres que celle des salariés. La SFIO est sur son

déclin. Des mouvements réformistes se créent qui tout en cherchant des solutions politiques de 3^e force vont être amenés à concurrencer le PCF sur son opposition à la politique des gouvernements de la V^e République et sur l'aspiration au changement. Nous reviendrons ultérieurement sur l'après 1958 et la période du programme commun.

Mais d'ores et déjà les 60 premières années du 20^e siècle sont amplement suffisantes pour tirer les enseignements sur la nature et les choix fondamentaux du réformisme.

Le réformisme est à la fois protestation contre l'exploitation et acceptation du rapport fondamental entre le capital et le travail basé de l'exploitation. Manifestation de la conscience spontanée de l'exploitation, il va sans cesse évoluer en fonction de l'évolution du salariat, mais ne se dégage pas des rapports sociaux capitalistes qu'il contribue à reproduire. Contestation/intégration est la nature contradictoire du réformisme. Cette contradiction n'est qu'apparente car elle entretient l'illusion sur le caractère réformable du capitalisme. L'élargissement et l'intensification de l'exploitation capitaliste rendent la protestation inévitable. Il est vital pour le capitalisme que cette protestation ne porte pas sur la nature même des rapports de classe. C'est tout le rôle du réformisme politique comme syndical d'intégrer cette protestation aux valeurs de la société capitaliste. Le réformisme épouse toutes les formes de contestation, d'expressions spontanées, d'où la diversité de ses formes d'organisation. Il ne repose pas sur une forme d'expression et d'organisation unique. L'organisation en tendances du PS vise à capter différents niveaux de protestation, différents niveaux de compromis avec la société capitaliste. Ceci fait de l'opportunisme la pratique permanente du PS. Le PS est la forme organisée la plus stable du réformisme. Mais ce dernier peut prendre des formes très actives incompatibles avec la nature intégrative du PS. La LCR, LO, le mouvement anti libéral sont très représentatifs de ces mouvements issus de la conscience spontanée. Leur rhétorique contestataire ne représente en aucune façon un levier pour les luttes. N'inscrivent ils pas leur action dans la gauche, cette idéologie d'aménagement du capitalisme, qui présente l'Etat comme une institution au service de toute la société sans distinction de classes. Le réformisme contestataire par son incapacité à mener les luttes alimente le fatalisme qui aboutit au réformisme intégrateur du PS.

Le réformisme et le mouvement révolutionnaire sont par nature irréconciliables, comme le prouve l'éclatement de la CGT en 1921, 1939 et 1947. Les deux orientations ne peuvent coexister dans une même organisation, l'une devant l'emporter sur

l'autre. Les alliances ne sont que de circonstance. Réformisme et mouvement anticapitaliste s'adressent tous deux au salariat pour le convaincre l'un du bien fondé de l'aménagement du système capitaliste, l'autre qu'aucune solution n'est possible tant que le patronat dirige les entreprises et l'Etat pour son seul profit.

Comment alors un Parti communiste dominant la vie politique française a-t-il pu sur une période de 40 ans être laminé et un parti socialiste discrédité a-t-il pu se régénérer et devenir l'alternative politique crédible de la bourgeoisie ? Nous le traiterons dans le prochain numéro de Réflexions.

Gilles Mercier

Retrouver un travail pour un permanent syndical n'est pas évident. Mme Nicole Nota, ci-devant secrétaire générale de la CFDT, fait exception. Il est vrai que Mme Nota n'a jamais professé le syndicalisme de lutte. En 2002, elle est devenue pdg du groupe Vigeo, leader européen de la notation extra-financière. Ce groupe mesure les performances des entreprises en matière de développement durable et de responsabilité sociale pour conseiller les placements des gestionnaires d'actifs. C'est ce qui s'appelle l'investissement socialement responsable qui n'est que la déclinaison financière et spéculative du développement durable. Vigeo compte parmi ses actionnaires les acteurs du CAC 40. L'environnement contrairement à ce que certains pourraient penser est un secteur juteux pour le Capital. Le syndicalisme d'accompagnement permet de passer de façon très souple et naturelle de la direction syndicale à celle d'entreprise.

Nous remercions les sites, www.unitecommuniste.org et <http://www.altercommunistes.org> que nous invitons à visiter pour avoir mis en ligne notre revue. .

Compte tenu des coûts d'impression et de routage, nous avons du abandonner l'envoi de Réflexions par courrier qui n'est plus diffusé à partir de ce N° 57 que par courriel.

<p>Périodique trimestriel REFLEXIONS POUR UN MOUVEMENT REVOLUTIONNAIRE MODERNE N°57-DÉCEMBRE 2007 –DIRECTEUR DE PUBLICATION : Françoise Courtin. REDACTION : Gilles Mercier Adresser la correspondance à Gilles Mercier 10 rue Champollion 94400 Vitry- sur- Seine adresse mail : miquelmercier@free.fr Envoyez vos critiques, vos suggestions, vos articles.</p>
--